

**Réponse du Département de Seine-et-Marne à consultation publique sur le projet de  
décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très  
haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses**

**I) PARTIE PRELIMINAIRE : ANALYSE CRITIQUE DE LA REGULATION DE L'ARCEP SUR LE DEPLOIEMENT DE LA FTTH :**

L'objectif de la présente réponse à la consultation est de faire évoluer la réglementation envisagée. Le Département de Seine-et-Marne considère que la mutation des réseaux actuels vers le très haut débit revêt des intérêts hautement stratégiques, intérêts qu'il convient de ne pas brader au profit d'intérêts particuliers ou de stratégies d'opportunisme. Cette mutation doit se faire dans les meilleurs délais, pour l'ensemble des habitants, entreprises et services publics du territoire, dans des conditions économiques acceptables afin que tous puissent en bénéficier.

Cependant, à partir d'un postulat de concurrence par les infrastructures, la rentabilité devient le seul critère d'établissement de nouveaux réseaux, alors même que les territoires sont très disparates, et donc de coûts de couverture très différenciés. Le régulateur devrait utiliser au maximum l'arsenal législatif qui permet d'imposer comme seul critère viable celui de l'aménagement du territoire.

En l'état, le projet de décision ne fait qu'ajouter des contraintes nouvelles aux réseaux d'initiatives publiques, et n'apporte strictement aucune garantie de couverture effective par les opérateurs privés. Et lorsque comme à l'accoutumée, les opérateurs n'auront pas tenus leurs engagements et que ni le Gouvernement, ni l'ARCEP ne seront pas parvenus à les leur faire respecter puisqu'il n'existe ni n'existera de moyens de pressions pour y parvenir (contrairement aux collectivités qui ont, avec leur délégataire, de réelles clauses de contrainte), les usagers se retourneront vers les collectivités. Il nous faut dès à présent faire savoir que cette situation future était totalement prévisible et que l'Etat - y compris l'ARCEP - n'a non seulement peu voire rien fait pour l'éviter, mais de surcroît, en était pleinement conscient.

Le Département de Seine-et-Marne indique à nouveau ne pas adhérer à la méthode employée par l'ARCEP du zonage<sup>(a)</sup> et de la mutualisation<sup>(b)</sup>. De même, nous ne croyons pas dans la concurrence par les infrastructures, mais à celle par les services, dès lors que cette concurrence peut s'appuyer sur la mise à disposition d'un réseau neutre et mutualisé<sup>(c et e)</sup>. Aussi, telle qu'actuellement envisagée, la réglementation de l'ARCEP contribuera à aggraver tant la fracture numérique du FTTH que la charge financière pour les collectivités<sup>(d)</sup> tout en favorisant la constitution d'un oligopole<sup>(e)</sup>. Nous sommes convaincus que les conséquences de cette réglementation et de la politique nationale sont connues et acceptées par les intéressés.

**a) Les notions de zones très denses, denses et moins denses sont hors-sujets :**

L'étude conduite par le Département a - entre autres - démontré qu'à l'intérieur des zones dites très denses, il existe des écarts dans le coût de desserte de 1 à 10. Il ne fait aucun doute pour le Département que ces communes ne seront jamais intégralement fibrées par les opérateurs privés, ou bien qu'elles le seront dans des délais longs et que les personnes victimes

à l'intérieur de ces zones très denses de la fracture numérique feront pression sur leurs élus et qu'au final, il devra y avoir une intervention publique pour accélérer la couverture par le secteur privé de ces zones (construction du GC notamment). Ainsi, il est d'ores et déjà écrit qu'en bien des endroits, les investissements nécessaires pour aller chercher les poches d'habitats non desservies coûteront au final aussi chers que s'il avait fallu fibrer toute la commune puisque ces investissements n'auront pu être amortis en partie par des recettes. De plus, suite aux réunions de travail en GRACO technique, nous avons compris que la notion d'habitat fibré pour les immeubles de moins de 12 logements et pour les zones pavillonnaires ne couvriront que l'horizontal, et que donc le raccordement effectif ne pourra être réalisé qu'à des coûts prohibitifs pour les particuliers intéressés. Les opérateurs pourront ainsi déclarer des communes intégralement couvertes, mais à quelles conditions !

Il en ira strictement de même pour les zones moins denses, où les écarts observés quant aux coûts de dessertes peuvent aller de 1 à 20. Nous avons essayé – en vain – de faire comprendre jusqu'à présent aux décideurs publics qu'au delà du périphérique, le territoire est très divers, et qu'à l'intérieur des communes, il y a des zones denses, moins denses et peu denses. La logique du zonage de l'ARCEP devrait conduire l'Autorité à créer des zones mixtes de type I.II, I.III, I.II.III, II.III etc...

#### **b) La mutualisation vue selon deux angles diamétralement opposés :**

La terminologie « mutualisation » prête ici à confusion. En effet, par nature, les collectivités posent de la fibre mutualisée, neutre et dont les conditions d'accès sont identiques quelque soit l'opérateur demandeur. Mais cette mutualisation n'a pas le même sens que celle évoquée par l'ARCEP et les opérateurs privés. Pour ces derniers, il s'agit simplement de mutualiser des travaux de GC et de câblage, mais chacun reste propriétaire de sa fibre ou bien encore fixe des conditions d'accès à une fibre dite mutualisée qui lui est propre. De plus, un RIP a pour clients les opérateurs de détail et à ce titre, n'interfère nullement avec le marché de ces derniers, lesquels eux, en revanche, visent exclusivement leur clientèle directe et non pas leurs concurrents. Est-il utile de rappeler que s'ils doivent proposer une offre à leurs concurrents sur le marché de détail, c'est uniquement contraints et forcés par l'ARCEP ?

Or l'ARCEP, par la réflexion qu'elle propose dans la présente consultation, étend la démarche d'écrémage contestée aux zones moins denses. Cela conduira inévitablement à aggraver la fracture numérique, à conforter un oligopole dont on pressent les contours et à reporter la charge de la frustration des usagers finaux sur les collectivités. Bref, au final, à faire ce que nous voulons éviter à tout prix, à savoir comme par le passé, jouer les pompiers des télécommunications en éteignant le nouvel incendie du FTTH, après celui du déploiement du téléphone dans les années 70 (il fallait alors 2 ans, en bien des endroits de France, pour avoir le téléphone ; grâce aux prêts apportés par les collectivités, ces délais s'étaient considérablement raccourcis), du câble dans les années 80, de la téléphonie mobile au début du nouveau millénaire et encore aujourd'hui, et de l'ADSL depuis quelques années.

Nous avons demandé à ce que les collectivités, en ce sens, soient exonérées de cette réglementation puisque par nature, leur réseau sont ouverts et mutualisés. Le Gouvernement et l'ARCEP ont ignoré cette demande que nous réitérons cependant ici.

#### **c) La construction d'une infrastructure publique, neutre et mutualisée, à l'initiative de la puissance publique :**

Les collectivités interviennent depuis de nombreuses années dans les réseaux de télécommunications. Dans la quasi-totalité de ces interventions, la conséquence a été un accroissement de la concurrence entre les opérateurs. Nous comprenons que cette réalité puisse déplaire aux volontés oligopolistiques de fermeture du marché des télécommunications de certains opérateurs dominants, mais à notre sens, l'Autorité n'aurait pas dû soutenir et conforter cette vision pseudo-concurrentielle voire anticoncurrentielle.

La concurrence par les infrastructures a donc trouvé plus rapidement que prévu ses limites. D'ailleurs, même sur l'ADSL, ce phénomène s'observe. Ainsi, 12 ans après le début de l'ADSL, de nombreux NRA sont peu ou pas dégroupés et, contrairement aux idées reçues, pas forcément des petits NRA. Ce phénomène ne touche pas les réseaux d'initiative publique (en Seine-et-Marne, seul un NRA de 95 lignes situé à Chevry-Cossigny et fibré par Sem@for77, n'a pas trouvé preneur), mais en leur absence, et malgré l'offre LFO qui a fait – et continue de faire – un tort considérable aux collectivités, les NRA de Lisieux, Aurillac, Fontenay Le Comte ou encore Briançon restaient fin mars 2010 non dégroupés. Pire encore, certains très gros NRA ne restent dégroupés que par un seul FAI, comme on peut le constater sur le lien suivant :

<http://www.lesnumeriques.com/top-10-gros-nra-non-degroupes-news-13219.html>

En Seine-et-Marne, le réseau mis en place par le Département compte à ce jour 16 opérateurs de services différents. Peut-on raisonnablement imaginer qu'il y ait de la place, dans tous les sens du terme, pour 16 infrastructures différentes ? Par son présent projet de décision, conforté en cela par la vision gouvernementale, l'ARCEP ne permettra pas qu'une concurrence forte s'exerce sur ces réseaux FFTH ni qu'un réseau public puisse se charger d'apporter ce type de service.

#### **d) Non-efficacité budgétaire, technique et commerciale pour une collectivité de laisser les opérateurs privés écrémer un territoire :**

Il est illusoire de faire croire que laisser déployer en priorité le secteur privé est source d'économies. À titre d'exemple, le Département de Seine-et-Marne a chiffré le coût d'un déploiement FTTH en technique dite point à point et bi-fibre pour la sous-boucle, afin de garantir au mieux la concurrence entre les opérateurs. Ce coût annoncé pour couvrir les 100% des habitations, entreprises et administrations du territoire est de 743 millions d'Euros. Les zones rentables pour les opérateurs dans notre département, soit entre 10 et 20% de la population, nécessiteront des investissements compris entre 16 et 35 millions d'Euros. Mais les 5 derniers pourcents de foyers, ceux les plus coûteux à réaliser, coûteront à eux seuls 100 millions d'Euros. Laisser faire dans notre département le seul secteur privé ne ferait pas descendre la facture totale en dessous des 710 millions d'Euros au mieux – et de surcroît en théorie. Certes, la réglementation de l'ARCEP augmentera de facto la population desservie et les opérateurs privés devront desservir quelques secteurs moins rentables, mais ce sera à la marge et elle ne changera rien sur le fond (de plus, comme indiqué précédemment, une zone raccordable pour un opérateur ne pourra pas l'être dans la réalité au regard du coût restant à la charge du demandeur).

En effet, en pratique, il faut s'attendre à ce que peu de communes, voire aucune soient fibrées à 100%, y compris en zone très dense. Les collectivités auront donc non seulement à couvrir une grande partie de leur territoire, mais également à boucher les « trous » de couverture laissés quartier par quartier, ville par ville, par les opérateurs. Et boucher ces trous

se révélera aussi coûteux, à peu de choses près, que d'avoir eu à supporter un investissement uniforme.

Or n'ayant pu investir dans les zones dites « rentables », les collectivités ne pourront pas tirer profit de recettes suffisamment conséquentes pour pouvoir amortir les lourds investissements à assurer. En effet, même si de tels réseaux peuvent être amortis en 20 à 35 ans selon les territoires, soit sur des rythmes hors de portée d'investisseurs privés, priver les collectivités de recette sur les zones les moins coûteuses à déployer enlève toutes perspectives d'amortissement. En conséquence, la charge publique de la résorption de la fracture du très haut débit sera un puits sans fonds, et ce ne sont pas les quelques subsides de l'Etat via le fonds appelé à tort de fonds de péréquation qui suffiront à compenser cela.

Pourtant, effectuer une péréquation entre certaines zones rentables et non rentables permet de minimiser la dépense publique. Ainsi le fibrage de l'ensemble des Hauts-de-Seine, décidé en 2007, permet de réduire de 40% la subvention publique grâce à l'excédent dégagé sur les zones rentables. Le dossier des Hauts-de-Seine a été fort justement appuyé par l'Etat au niveau de la Commission européenne, et reconnu comme Service d'Intérêt Economique Général (service public local). L'avis favorable de la Commission a montré que l'intervention publique sur un réseau en fibres optiques, ouvert aux services proposés par les opérateurs, était légitime partout, y compris en zone dense. Les derniers jugements contre les recours faits par certains opérateurs montrent que si l'ARCEP ne reconnaît pas la légitimité et le bien-fondé de ce genre de projet, la justice, elle, les conforte.

Mais les difficultés à venir ne sont pas uniquement d'ordre budgétaire : lorsque les opérateurs privés auront déclarés leurs intentions, qui n'engageront que ceux qui voudront bien y croire (les collectivités territoriales n'en feront pas partie), il ne restera que des zones peu denses, mitées et disparates, qui verront apparaître des bouts de réseaux, des mini-NRO qui n'intéresseront pas les grands opérateurs, pas plus que les réseaux WiMax, WiFi et autres n'ont pu les intéresser. Ces réseaux, outre le fait qu'ils seront particulièrement coûteux à construire, seront donc non rationnels sur le plan technique, et peu voire pas commercialisables. Le choix fait par l'Etat – y compris l'ARCEP – de cantonner l'action publique à jouer les pompiers conduira sur le plan technique in fine à n'avoir non pas quelques dizaines de réseaux structurés et homogènes, mais des milliers de micro réseaux FTTH disparates.

**e) L'intervention publique permet le plus souvent un accroissement de la concurrence entre les opérateurs au bénéfice des consommateurs :**

En Seine-et-Marne, le réseau mis en place par le Département compte à ce jour 16 opérateurs de services différents. De sorte qu'une entreprise qui souhaite s'implanter à Provins bénéficie aujourd'hui des mêmes conditions tarifaires et d'un choix d'opérateurs plus large que si elle s'implantait à la Défense, où domine la concurrence par les infrastructures.

Cette réalité ne s'observe pas qu'en France. En Suède, par exemple, le réseau de fibre optique qui couvrait en 2006 65% de la population permettait à 25 opérateurs différents de proposer plus de 75 sortes de services, y compris dans les secteurs les plus ruraux de son territoire. Dans ce pays, ce sont les syndicats intercommunaux d'électrification qui déploient, le plus souvent, ces réseaux.

En privilégiant la concurrence par les infrastructures, y compris au niveau de la desserte, seuls les opérateurs les plus puissants pourront investir ou co-investir. Par ailleurs, la cible des RIP est d'avoir 100% des opérateurs de détail sur 100% d'un territoire pour un coût d'accès identique car péréqué, garantissant ainsi une réelle concurrence et un réel aménagement du territoire ; pour cela, la collectivité doit avoir des contrats d'accès à son réseau neutres, attractifs et simples. A contrario, la cible des FAI est d'avoir 100% des clients raccordés à leur seule fibre existante. Pour cela, il ne faut pas pour ces derniers que les collectivités développent leurs propres réseaux, car cela amènerait de la concurrence dont ils ne veulent pas.

De plus, une société privée n'investissant jamais pour favoriser ses concurrents, il est fort à attendre que les offres d'accès soient suffisamment complexes, techniquement limitées et financièrement dissuasives pour ne pas favoriser cette même concurrence. D'ailleurs, l'exercice demandé par l'ARCEP aux opérateurs l'a brillamment démontré : non seulement leurs offres sont particulièrement complexes, différentes les unes des autres, mais de surcroît, les éléments financiers parvenus – difficilement – aux collectivités (et les vives réactions des opérateurs à ce que les collectivités « connaissent » ces tarifs) montrent qu'il est quasiment impossible de comparer ces offres entre elles.

Bien sûr, en France, la réglementation fixera des contraintes qui pourront laisser à penser qu'il existe une concurrence sur les réseaux FTTH. Mais nous posons la question : à ce jour, sur le FTTH, combien de fibres sont utilisées « spontanément » par un autre opérateur que celui qui les a posées ? Et sur les réseaux publics ? Le rapport conduit par l'AVICCA est à ce titre des plus parlants...

Comme indiqué préalablement, le réseau mis en place par le Département compte à ce jour 16 opérateurs de services différents. Combien seraient-ils sur un réseau privé ? Sur un réseau FTTH co-construit (mutualisation, co-investissement) ? Difficile de répondre, mais certainement pas 16 opérateurs. A titre d'exemple, avant le réseau Sem@for77, nous avons, comme la plupart des collectivités, une à deux réponses à nos marchés publics de services de télécommunications. Aujourd'hui, nous en avons au minimum cinq.

Enfin, nous pensons que la mainmise sur l'infrastructure par quelques opérateurs dominants est en réalité un frein au développement et à la diffusion des services.

### **Conclusion du préambule :**

Le présent projet de décision de l'ARCEP s'inscrit dans la droite ligne d'un système dans lequel le Département de Seine-et-Marne, comme la plupart des collectivités, ne se reconnaît pas, et la réponse à la présente consultation ne doit en aucune façon être interprétée comme cautionnant un système qui conduit à écrémer un territoire, à fausser la concurrence et à empêcher les collectivités d'investir de manière cohérente et exhaustive. Nous avons certes les mêmes objectifs que l'ARCEP - à savoir favoriser la concurrence et développer les offres d'accès HD et THD le plus largement possible – mais pensons que les méthodes prévues par l'Autorité au sein du système mis en place par le Gouvernement produiront des effets contraires.

## II) COMMENTAIRES DU DEPARTEMENT SUR LE PROJET DE DECISION DE L'ARCEP OBJET DE LA PRESENTE CONSULTATION PUBLIQUE :

Nous demandons à ce que les réseaux d'initiative publique qui :

- viseraient à une couverture exhaustive de leur territoire,
  - permettraient un accès a minima à un PM a minima communal pour les plus petites communes et de 500 lignes a minima pour les zones plus denses,
  - proposeraient une solution de collecte tant au niveau du PM qu'au niveau du NRO,
  - prévoiraient une fibre surnuméraire au moins à partir du PM ;
  - disposeraient d'une offre de services et de conditions tarifaires d'accès neutre, mutualisée et validée par l'ARCEP
- soient exonérés de la présente réglementation.

### 1) Dimensionnement du PM :

Le choix du Département de Seine-et-Marne a été, au travers de son SDAN, de fixer comme PM soit le NRO pour les opérateurs voulant faire du point à point, soit la SRO pour ceux voulant faire du PON. Le PBO n'a jamais été envisagé comme étant un PM possible, y compris en zone dite très dense. Les SRO feront environ 500 à 700 lignes, le câble de collecte choisi pour les liens NRO/SRO étant de 720 fibres. La localisation de ces PM réservera suffisamment de place pour que l'opérateur PON puisse installer à proximité ses équipements.

Le PM ne peut à notre sens être inférieur à 500 lignes que lorsque la densité l'y contraint. Ainsi, la règle fixée par l'ARCEP de dimensionnement du PM et de sa zone arrière devrait être l'intégralité de la commune lorsque celle-ci compte moins de 500 lignes, et 500 lignes au minimum dans les autres cas. Cependant, notre étude a démontré qu'il était économiquement plus rentable de couvrir certaines communes depuis des PM différents, voire des plaques NRO différentes. Aussi, lorsqu'existe un schéma d'ingénierie a minima départemental, il est plus rationnel et plus économique que la zone arrière du PM soit calée sur le schéma d'ingénierie que sur les limites communales.

Le dimensionnement du PM ne suffit pas en lui-même, dans le cas où le PM n'est pas équivalent au NRO : il est indispensable que l'opérateur qui déploie le PM et sa zone arrière puisse proposer une solution de collecte neutre jusqu'au NRO. Par neutre, nous entendons qu'un opérateur PON ou P2P puisse collecter ce PM soit en bande passante, soit par une fibre dédiée.

### 2) Complétude et délais de déploiement :

Là encore, on peut s'étonner que l'ARCEP, qui privilégie l'action disparate et opportuniste de quelques opérateurs à celle coordonnée d'une action publique, prévoit de leur laisser des délais aussi longs pour couvrir une zone arrière d'un PM. En effet, il est souvent reproché à l'action publique son inertie et sa lenteur de mise en œuvre. Or annoncer des délais de 3 à 5 ans confine à l'absurde : si c'est pour proposer de tels délais, autant laisser l'action publique opérer seule. Un délai de 2 ans semble devoir être raisonnable, et n'excéder en aucun cas 3 ans.

Si un opérateur déclare ne pas être en mesure de couvrir une zone arrière d'un PM en moins de 3 ans, cette couverture devrait être confiée à un opérateur public.

Concernant les délais de raccordement, ceux concernant notre DSP sont de 6 semaines maximum. Les opérateurs privés étant censés être plus performants, un délais de raccordement de 4 semaines – et non pas 6 mois – devrait être un maximum.

« Cette offre de raccordement pourrait donc conduire, à terme, à la présence de plusieurs opérateurs d'immeuble différents sur une même zone arrière de point de mutualisation. Cette demande pourrait notamment émaner d'une collectivité territoriale souhaitant compléter ultérieurement l'équipement de cette zone arrière, si elle constatait que l'opérateur d'immeuble ne s'en était pas chargé dans des délais raisonnables. »

Nous apprécions à sa juste valeur cette aveu de l'ARCEP qui sait d'ores et déjà que les opérateurs privés ne tiendront ni leurs engagements, ni leurs délais, et que l'on devra appeler les collectivités à la rescousse : les opérateurs pourront annoncer tout les discours qu'ils souhaitent, de toutes façons, ce sera aux collectivités de compléter.

### 3) Maille de mise en cohérence du déploiement :

L'intention de l'ARCEP est des plus louables, à savoir respecter les schémas d'ingénierie des SDAN lorsqu'ils existent. Cependant, le Département s'interroge sur le réalisme de la demande de l'ARCEP. En effet, pour prendre le cas de la Seine-et-Marne, nous sommes sur un déploiement de type point à point monofibre entre le NRO et le SRO, et bifibre ensuite. Il sera aisé pour un opérateur PON de démontrer que ce SDAN n'est pas pertinent au regard de la technologie qu'il a choisi de déployer et qu'une collectivité ne peut lui imposer de modifier sa stratégie nationale de déploiement. Or ayant à desservir les zones périphériques des zones rentables, c'est la collectivité qui, au final, se verra contrainte par le choix technologique de l'opérateur privé. D'autant qu'il n'est prévu dans le dispositif de l'ARCEP aucune mesure coercitive, ce qui n'étonnera personne.

Cependant, dans l'hypothèse où l'ARCEP tiendrait compte de cette remarque, à savoir rendre impératif le respect intégral du SDAN de la collectivité l'ayant mis en œuvre, il faudrait que la décision de l'ARCEP prévoit une dérogation pour les territoires en périphérie du SDAN. En effet, les SDAN sont cohérents à l'intérieur des mailles départementales ou régionales pour lesquelles l'étude a été réalisée, mais peuvent présenter des incohérences avec les territoires limitrophes. Aussi, il nous semble logique que l'opérateur puisse, à la marge et uniquement dans les zones périphériques, adapter son propre schéma de déploiement à ceux déjà réalisés.

Cette difficulté pourrait être surmontée par la réalisation par l'ARCEP d'un schéma d'ingénierie FTTH à l'échelle de la France, préalable à tout déploiement, qu'ils soient publics ou privés. Un tel schéma éviterait toutes les contestations et discussions à venir, et ne ferait que retarder de quelques mois le démarrage des déploiements FTTH, mais en facilitera par la suite la mise en œuvre.

Il n'en reste pas moins qu'en l'absence de schémas départemental ou régional, et à défaut d'un schéma FTTH national, l'opérateur prévoit un schéma a minima départemental qui soit propre au FTTH et ne tienne pas compte du réseau cuivre. En effet, nous contestons l'idée selon laquelle la maille NRA serait pertinente : le cas de la Seine-et-Marne présente en effet un grand nombre de cas où la maille NRA est contreproductive, l'histoire de l'urbanisation et de la téléphonie, de la saturation de câbles de transport et d'opportunités ou de contraintes de déploiement liées à de nouvelles infrastructures ont conduit à ce que des habitants situés à proximité de NRA soient raccordés à des NRA très éloignés. Contrairement à une idée reçue,

ces cas ne sont pas des exceptions rarissimes, et ils se rencontrent fréquemment dans de nombreux territoires, urbains comme ruraux.

#### 4) Règles relatives aux modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique

En tant que collectivité déployant un réseau public, neutre, destiné à être commercialisé auprès des particuliers uniquement via des FAI traités de manière neutre et non discriminatoire, le Département de Seine-et-Marne comme les autres collectivités ne se sent nullement concerné par les notions de co-investissement et autres palliatifs à un dispositif qui de toute façon empêchera à la concurrence de s'exprimer pleinement.

L'ARCEP sait que co-investir pour un réseau public est un contresens puisque cela signifie contribuer financièrement à diminuer ses propres recettes. En revanche, il semble normal que la collectivité, seule garante possible d'une couverture exhaustive du territoire, ait accès sans conditions à une fibre surnuméraire posée par un opérateur privé. Le coût d'accès à cette fibre pourra être calculé au prorata de la part de marché FTTH sur la maille considérée de l'opérateur l'ayant déployé.

### **Proposition de modifications de la décision de l'ARCEP :**

#### **Décide :**

##### **Article 1 [champ d'application]**

La présente décision s'applique aux zones moins denses, c'est-à-dire à l'ensemble du territoire, à l'exception des zones très denses définies par la décision n° 2009-1106 du 22 décembre 2009 de l'Autorité. S'appliquent également aux zones moins denses, les articles 1<sup>er</sup>, 2 (premier et troisième alinéa), 3 et 4 de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité. Cette décision ne s'applique en revanche aucunement aux réseaux d'initiative publique ayant vocation à construire une offre de collecte et de desserte FTTH mutualisée dont les conditions d'accès sont neutres et non discriminatoires.

##### **Article 2 [définitions]**

Conformément à l'article premier de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité :

- on entend par « *ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique* » ou « *ligne* » une liaison passive d'un réseau de boucle locale à très haut débit constituée d'un ou de plusieurs chemins continus en fibres optiques et permettant de desservir un utilisateur final ;
- on entend par « *point de mutualisation* » le point d'extrémité d'une ou de plusieurs lignes au niveau duquel la personne établissant ou ayant établi dans un immeuble bâti ou exploitant une ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique donne accès à des opérateurs à ces lignes en vue de fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals correspondants, conformément à l'article L. 34-8-3 du code des postes et des communications électroniques ;
- on entend par « *opérateur d'immeuble* » toute personne chargée de l'établissement ou de la gestion d'une ou plusieurs lignes dans un immeuble bâti, notamment dans le cadre d'une convention d'installation, d'entretien, de remplacement ou de gestion des lignes signée avec le propriétaire ou le syndicat de copropriétaires, en application de l'article L. 33-6 du code des postes et des communications électroniques ; l'opérateur d'immeuble n'est pas nécessairement un opérateur au sens de l'article L. 33-1 du même code.

En outre, on entend par : « *zone arrière du point de mutualisation* » une zone formant une unité géographique continue à l'intérieur de laquelle les immeubles bâtis ont vocation à être raccordés au point



de mutualisation correspondant. Un immeuble bâti situé dans la zone arrière d'un point de mutualisation donné est dit « raccordable » à ce point de mutualisation.

Enfin, on entend par « *segment de transport du réseau d'infrastructures de génie civil de France Télécom* » la partie du réseau reliant les noeuds de raccordement d'abonnés de France Télécom, sièges des répartiteurs téléphoniques, aux armoires de sous répartition.

### **Article 3 [taille de la zone arrière du point de mutualisation]**

Le point de mutualisation est dimensionné et localisé par l'opérateur d'immeuble de telle manière qu'il permette le raccordement des réseaux de plusieurs opérateurs tiers dans des conditions économiques et techniques raisonnables, eu égard notamment aux spécificités de l'habitat local et des réseaux de collecte disponibles. Sauf situation exceptionnelle qu'il appartiendra à l'opérateur d'immeuble de démontrer, la zone arrière d'un point de mutualisation regroupe au moins cinq cents logements existants au jour de son installation.

Supprimé : trois

L'opérateur d'immeuble installe un point de mutualisation suffisamment dimensionné pour desservir l'ensemble des logements de la zone arrière correspondante. Depuis ce point de mutualisation, il déploie vers les logements, dans un délai raisonnable ne pouvant en aucun cas excéder 3 ans à la suite de la déclaration de la zone arrière de son point de mutualisation, un réseau horizontal permettant de raccorder l'ensemble des logements de la zone arrière à proximité immédiate de ces logements.

L'opérateur d'immeuble donne accès, dans un délai de quatre semaines au maximum, au réseau horizontal déployé dans la zone arrière de son point de mutualisation, pour le raccordement des immeubles équipés par les opérateurs d'immeuble tiers.

Supprimé : raisonnable

### **Article 4 [accessibilité du point de mutualisation]**

Le point de mutualisation auquel l'opérateur d'immeuble offre l'accès est accessible dans des conditions raisonnables et non discriminatoires et situé à proximité immédiate en priorité du segment d'un réseau d'initiative public existant ou, à défaut, du segment de transport du réseau d'infrastructures de génie civil de France Télécom, ou bien d'une infrastructure de génie civil alternative offrant des conditions d'accès équivalentes.

### **Article 5 [maille de mise en cohérence des déploiements]**

Afin que la zone arrière du point de mutualisation s'inscrive de manière cohérente dans un découpage géographique plus large, l'opérateur d'immeuble définit une maille géographique plus large et sa partition en différentes zones arrière de points de mutualisation, en respectant intégralement les schémas d'ingénierie FTTH des collectivités territoriales lorsque ceux-ci existent et en tenant le plus grand compte des avis exprimés lors de la consultation préalable ~~des collectivités territoriales concernées et~~ des opérateurs inscrits sur la liste prévue par la décision n° 2009-0169 du 3 mars 2009 de l'Autorité.

Mis en forme : Barré

L'opérateur d'immeuble met à disposition des collectivités et des opérateurs concernés, dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, les informations relatives aux zones arrière du point de mutualisation résultant du découpage d'une maille géographique plus large. Ces données sont fournies dans un format exploitable dans un système d'information géographique. Toute modification de ces informations fait l'objet d'un nouvel échange d'informations auprès des acteurs susmentionnés.

### **Article 6 [principe d'obligation d'accès passif au point de mutualisation]**

Conformément à l'article 2 de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité, l'opérateur d'immeuble offre aux autres opérateurs l'accès aux lignes, au niveau du point de mutualisation, sous forme passive, dans des conditions raisonnables, objectives, transparentes et non discriminatoires.

L'accès aux lignes s'accompagne notamment de la mise à disposition des ressources nécessaires associées à la mise en oeuvre effective de l'accès, dans des conditions raisonnables et non discriminatoires, en particulier celles précisées à l'annexe II de la décision n°2009-1106 de l'Autorité.

### **Article 7 [obligation d'hébergement d'équipements passifs et actifs]**

L'opérateur d'immeuble fait droit à toute demande d'hébergement des équipements passifs et actifs au point de mutualisation, dès lors qu'elle est raisonnable et justifiée, tant au regard des besoins de l'opérateur demandeur que des capacités de l'opérateur d'immeuble à la satisfaire.

#### **Article 8 [formes de l'accès]**

Antérieurement à la construction du point de mutualisation, l'opérateur d'immeuble propose une offre d'accès aux lignes au niveau du point de mutualisation, qui permet de participer au co-financement initial des lignes. À cette occasion, l'opérateur d'immeuble identifie les demandes d'hébergements d'équipements passifs et actifs.

Par ailleurs, l'opérateur d'immeuble propose une offre d'accès garantissant à tout moment un droit d'usage pérenne équivalent à celui dont il dispose.

#### **Article 9 [modalités tarifaires]**

Conformément à l'article 3 de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité, les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent être raisonnables et respecter les principes de non discrimination, d'objectivité, de pertinence et d'efficacité.

Les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent correspondre à une prise en charge d'une part équitable des coûts d'installation des lignes et des ressources associées et proportionnelle aux parts de marché respectives des différents opérateurs concernés,

Supprimé : .

Le taux de rémunération du capital utilisé pour la détermination des conditions tarifaires tient compte du risque encouru et confère une prime à l'opérateur d'immeuble.

#### **Article 10 [publication]**

Conformément à l'article 4 de la décision n° 2009-1106 de l'Autorité, l'opérateur d'immeuble publie, antérieurement à l'installation du point de mutualisation, une offre de co-financement initial ainsi qu'une offre d'accès pérenne, qui définissent, notamment, les conditions d'accès aux lignes, au niveau du point de mutualisation, et aux ressources associées. Elles précisent en outre les conditions d'hébergement d'équipements passifs et actifs, au niveau du point de mutualisation, les conditions d'accès au lien de collecte permettant le raccordement au point de mutualisation lorsque cette offre est pertinente, ainsi qu'une offre de construction de ligne desservant un immeuble non préalablement raccordé.

Pour chacune de ces prestations, les offres précisent notamment les conditions de souscription et de résiliation, les informations préalables, les caractéristiques techniques, les processus de livraison et de service après-vente, les délais et préavis, la qualité de service et les conditions tarifaires. L'opérateur d'immeuble établit et tient à jour les informations relatives aux coûts retraçant les investissements réalisés et présentant un degré de détail suffisant pour permettre le contrôle par l'Autorité du respect des obligations tarifaires qui lui incombent.